

**Conseil économique et social**

Distr. limitée
21 mars 2011
Français
Original: espagnol

Commission des stupéfiants**Cinquante-quatrième session**

Vienne, 21-25 mars 2011

Point 6 de l'ordre du jour

**Application de la Déclaration politique et du Plan d'action
sur la coopération internationale en vue d'une stratégie intégrée
et équilibrée de lutte contre le problème mondial de la drogue****Colombie et Pérou: projet de résolution****Revitalisation du principe de responsabilité commune et partagée
dans la lutte contre le problème mondial de la drogue**

La Commission des stupéfiants,

Rappelant la Convention unique sur les stupéfiants de 1961 telle que modifiée par le Protocole de 1972¹, la Convention de 1971 sur les substances psychotropes², la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988³ et la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée⁴,

Tenant compte de la résolution S-20/2 de l'Assemblée générale, adoptée le 10 juin 1998 lors de la vingtième session extraordinaire de l'Assemblée, ainsi que de la Déclaration politique et du Plan d'action sur la coopération internationale en vue d'une stratégie intégrée et équilibrée de lutte contre le problème mondial de la drogue⁵,

Rappelant que, dans la Déclaration politique et le Plan d'action, les États Membres ont souligné qu'il fallait renforcer et intensifier les efforts conjoints menés aux niveaux national, régional et international pour traiter le problème mondial de la drogue d'une manière plus globale, selon le principe de la responsabilité commune et partagée, notamment grâce à une assistance technique et financière plus importante et mieux coordonnée,

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 520, n° 7515.

² Ibid., vol. 1019, n° 14956.

³ Ibid., vol. 1582, n° 27627.

⁴ Ibid., vol. 2225, n° 39574.

⁵ A/64/92-E/2009/98, sect. II.A.



Rappelant également sa résolution 53/8 sur le renforcement de la coopération internationale pour lutter contre le problème mondial de la drogue, l'accent étant mis sur le trafic illicite de drogues et les infractions connexes, dans laquelle elle réaffirmait que le problème mondial de la drogue demeurerait une responsabilité commune et partagée,

Tenant compte du fait que le principe de responsabilité commune et partagée est l'un des piliers sur lesquels s'appuie le système international de contrôle des drogues et que la seule manière de faire des progrès dans la lutte contre le problème mondial de la drogue est de renforcer l'action commune et concertée des gouvernements,

Consciente du fait que les stratégies de réduction de l'offre, du trafic et de la demande de drogues illicites sont des éléments fondamentaux et interdépendants d'une approche globale de lutte contre le problème mondial de la drogue sous toutes ses formes, y compris, entre autres, les cultures illicites, la production de drogues, le contrôle des précurseurs chimiques, le trafic illicite de drogues, l'usage illicite de drogues, le blanchiment d'argent et les infractions connexes et que, pour mettre en œuvre chacune de ces stratégies, il faut un engagement inébranlable,

Réaffirmant les engagements pris par les États Membres pour promouvoir la coopération régionale, interrégionale et internationale dans la lutte contre le problème mondial de la drogue et les infractions connexes,

Reconnaissant qu'en raison de la nature globale de la lutte contre le problème mondial de la drogue, les efforts menés au niveau national doivent être soutenus par des ressources techniques et financières provenant de la communauté internationale,

Sachant que le problème mondial de la drogue a un effet préjudiciable sur l'économie, l'état de droit, la stabilité politique, les institutions démocratiques et la légalité, et qu'il constitue une menace à la sécurité des États touchés par l'une quelconque de ses manifestations,

Reconnaissant que la coopération internationale a permis de réduire l'offre, le trafic et la demande de drogues illicites au niveau national,

Reconnaissant également qu'un affaiblissement de la coopération internationale pour lutter contre le problème mondial de la drogue peut avoir une incidence négative sur la durabilité des résultats atteints au niveau national en matière de réduction de l'offre, du trafic et de la demande de drogues illicites,

Prenant note avec satisfaction des efforts faits par les pays qui, pendant des décennies, ont lutté contre le problème mondial de la drogue et ont acquis dans ce cadre des connaissances, des expériences et des capacités institutionnelles susceptibles d'être partagées avec d'autres pays,

1. *Réaffirme* son engagement inébranlable à faire en sorte que tous les aspects de la réduction de la demande, de la réduction de l'offre et de la coopération internationale soient traités en totale conformité avec le droit international, notamment les buts et principes de la Charte des Nations Unies;

2. *Décide* de lancer un appel à la communauté internationale pour promouvoir une coopération efficace et des mesures concrètes visant à faire face au problème mondial de la drogue, selon le principe de responsabilité commune et partagée;

3. *Affirme* que le problème mondial de la drogue exige une approche intégrale, multidisciplinaire et équilibrée dans laquelle se renforcent mutuellement les stratégies de réduction de l'offre et de la demande de drogues;
 4. *Réaffirme* que les États Membres doivent renforcer les mécanismes de coopération et de coordination pour obtenir des résultats plus efficaces dans la lutte contre le problème mondial de la drogue;
 5. *Prie* l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime de mettre au point des mécanismes pour faciliter entre les États Membres l'échange d'expériences et de bonnes pratiques en ce qui concerne les stratégies visant à réduire l'offre, le trafic et la demande de drogues illicites, ainsi que la coopération internationale nécessaire pour promouvoir des projets d'assistance technique visant à lutter efficacement contre le problème mondial de la drogue;
 6. *Prie* les États Membres et les organisations internationales, y compris les institutions financières, d'accroître leur assistance aux États pour lutter contre le problème mondial de la drogue;
 7. *Invite* les États Membres à fournir à l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime des informations sur leurs activités passées ou actuelles de coopération dans la lutte contre le problème mondial de la drogue, afin qu'il puisse définir les domaines prioritaires dans lesquels cette coopération peut être renforcée;
 8. *Prie* l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime de lui faire rapport, à sa [...] session, sur l'application de la présente résolution.
-